

Allocution d'ouverture du Giec par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre (principaux extraits)

Paris, le 19 février 2003

Le Groupe intergouvernemental d'études sur le climat (Giec) tenait en février 2003 son assemblée plénière à Paris, et le Premier ministre y prononça l'allocution d'ouverture dont sont reproduits ci-après les principaux passages.

Cette déclaration confirme la position renouvelée du gouvernement sur le changement climatique et ses implications économiques ; elle constate plusieurs synergies entre croissance économique et sobriété énergétique, affirme la nécessité absolue de maîtriser les émissions des transports, et souligne le caractère nécessaire mais insuffisant des réponses technologiques.

Elle développe également plusieurs thèmes de grand intérêt pour Responsabilité & Environnement :

✓ la constitution par le débat d'un corpus international scientifique de connaissances en domaine incertain,
✓ les relations entre scientifiques et politiques dans l'élaboration des décisions, aussi bien en amont (lorsque des gouvernements décident de financer l'exploration de certaines questions) qu'en aval (lorsque les résultats des travaux donnent lieu à débat sur les conclusions opératoires à en tirer),

✓ le rôle des outils d'évaluation dans la représentation des faits et donc les choix qui en sont déduits (contenu du PIB).

C'est pourquoi cette déclaration nous paraît ouvrir de façon particulièrement adaptée ce numéro consacré aux questions climatiques, parallèlement au débat national sur les énergies.

(...) Le Président de la République française a fait du développement durable, à l'échelle mondiale comme à l'échelle nationale, une des priorités de l'action de la France et donc de mon gouvernement. La lutte contre le changement climatique est un élément fondamental du dispositif que nous voulons mettre en place. (...) Dans le domaine de l'environnement, l'éducation, l'information et la connaissance sont les fondements de tout progrès et nous devons faire la guerre aux comportements irresponsables, nous devons construire, dans la

conscience de tous, qu'ils soient riches ou qu'ils soient pauvres, l'esprit de l'environnement, fondé sur la responsabilité et la juste utilisation des ressources de notre planète. (...)

Grâce à une méthode de travail originale, rigoureuse, transparente, ouverte, le changement climatique est maintenant un des rares domaines où les gouvernements peuvent s'appuyer sur une analyse scientifique consensuelle - des analyses scientifiques, nous en avons beaucoup, des analyses consensuelles, nous en avons quelques-unes, mais des analyses scientifiques

consensuelles, c'est assez rare et c'est pourtant essentiel pour guider la politique, nos politiques, et les politiques des différents gouvernements.

Tout en gardant sa personnalité, donc son objectivité scientifique, le Giec a en effet su demeurer à l'écoute des interrogations des décideurs politiques sur ce sujet d'une importance forte pour l'avenir de l'humanité, tout en gardant son indispensable indépendance. C'est un sujet d'ailleurs très important, et au fond, c'est un des rares domaines dans lequel je vois un juste équilibre entre l'expertise scientifique et la décision politique. Je vois, là, quelque chose qui est une forme de gouvernance, une éthique de délibération qui me paraît un signe d'avenir.

Cette expertise dans les domaines scientifique, technique et socio-économique est également reconnue par la Conférence des Parties de la Convention cadre des Nations unies contre le changement climatique (CCNUCC). Aujourd'hui, nous pouvons dire que les résultats du Giec constituent le principal moteur pour les progrès des accords politiques qui nous semblent aujourd'hui nécessaires. C'est une grande chance pour les gouvernements de disposer de cet outil, sur un sujet aussi difficile où les approches sont souvent différentes voire contradictoires, qu'il soit possible aujourd'hui de se référer aux travaux d'un organisme incontestable et fondamental.

Certains ont cherché hier, dans le passé, à mettre en doute ce qui pouvait être conclu. Certains ont voulu fermer les yeux sur l'évidence. Aujourd'hui, il est impossible de nier le constat qui est reconnu par l'ensemble de la communauté scientifique : notre Terre se réchauffe. Nous ne sommes plus au temps du débat, nous ne sommes plus au temps des interrogations, des pronostics, nous sommes au temps des réalités, face à nos responsabilités : notre terre se réchauffe. Mesurons-en tous les conséquences.

Nous savons que l'action dans le domaine de la lutte contre le changement climatique ne relève donc plus maintenant du principe de précaution. Il s'agit d'un principe de réalité.

Si la connaissance des effets du réchauffement demeure imparfaite, évidemment, elle ne doit pas justifier un comportement passif et encore moins l'inaction. Se cacher, comme quelques-uns, derrière ces incertitudes pour reporter l'action, représente une fuite en avant que nous jugeons irresponsable. Et comme l'a souligné avec vigueur notre Président, Jacques Chirac, à Johannesburg, il est clair que la maison brûle ! Et je voudrais ajouter : c'est à nous tous, ici et dans le monde, de faire en sorte que nous puissions éteindre les flammes.

Les trois rapports qui sont issus de vos travaux, et la communauté scientifique dans sa très grande majorité, prévoient aujourd'hui pour 2100, c'est-à-dire pour la fin de notre siècle, une augmentation de température moyenne du globe comprise entre 1,4°C et 5,8°C. Mais la moitié de cet écart, la moitié de cette incertitude, dépend des politiques que nous mettrons en place. Ce sont des marges de manœuvre de 2°C ! Mais ces 2°C peuvent changer la vie de millions de gens sur toute la planète, aujourd'hui et demain.

Nos concitoyens s'interrogent aujourd'hui sur la liaison possible entre la fréquence et l'intensité des événements météorologiques que nous connaissons et qui nous troublent, et le changement climatique dû à l'effet de serre. Il n'est pas démontré que les événements météorologiques récents sont le signe d'un dérèglement climatique, puisqu'on ne peut se prononcer scientifiquement que sur des séries statistiques plus longues, évidentes. Mais quand le changement climatique sera pleinement perceptible, il est très vraisemblable qu'il s'accompagnera d'une augmentation des événements extrêmes, comme des précipitations plus intenses dans certaines régions du

monde et une sécheresse plus accrue dans d'autres.

Nombre de modèles prédisent ainsi des événements *El Niño* plus forts et, à nos latitudes, une intensification des cyclones et des dépressions sur l'Atlantique, tant en fréquence qu'en intensité. Et si la France a jusqu'à présent été épargnée globalement par ces phénomènes météorologiques extrêmes, nous percevons déjà, sous notre climat, les effets du réchauffement climatique.

Peut-on rester inactif face à la hausse des températures moyennes journalières qui est en moyenne de 0,6°C sur le globe pour le XX^e siècle, et même proche de 0,9°C pour la France métropolitaine ? Et peut-on accepter que les glaciers de nos montagnes - mais dans la plupart des régions du globe c'est la même chose - se soient considérablement réduits en volume ? Nous avons ainsi tous à l'esprit le recul de la Mer de glace dans les Alpes françaises. Peut-on assister au dérèglement du cycle végétatif des forêts de France qui s'est accru de 12 jours sur les dix dernières années ? Peut-on laisser blanchir les joyaux de la biodiversité que sont les coraux, en particulier en Polynésie, phénomène qui est attribuable au moins en partie au réchauffement climatique ?

Ces considérations préoccupantes, inquiétantes, ont conduit notre pays à créer en 2002 un Observatoire des effets du réchauffement climatique, qui a pour mission de collecter et de diffuser les informations, les études, les recherches sur les risques liés au réchauffement climatique et aux phénomènes climatiques extrêmes. J'attends également de cet Observatoire qu'il puisse formuler des recommandations sur les mesures de prévention et d'adaptation susceptibles de limiter les risques liés au changement climatique.(...)

Même si le défi, aujourd'hui, ici et maintenant, peut nous paraître gigantesque, nous pouvons y arriver en nous mobilisant et en fixant des obli-

gations de résultats. Les objectifs sont connus, ils sont précis. Il s'agit de diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre avant 2050 à l'échelle de la planète. Pour nous, pays industrialisés, cela signifie une division par quatre ou par cinq. En vertu du principe de responsabilité commune mais différenciée, nous devons en effet montrer l'exemple en matière de mise en oeuvre des politiques domestiques de lutte contre l'effet de serre.

Certains pensent et veulent faire croire que c'est irréaliste. Je m'inscris en faux contre cette opinion qui est aussi une démission programmée face à nos responsabilités collectives. Regardons les chiffres : un tel objectif représente un gain annuel de 3 %. Est-ce vraiment impossible à atteindre ?

La compétitivité énergétique aujourd'hui, ce n'est pas seulement une énergie à bas prix, ce n'est pas seulement le recours aux énergies renouvelables, même si évidemment elles sont nécessaires : c'est d'abord une consommation plus économe qui ira de pair avec une plus grande compétitivité et qui dégagera donc de nouvelles marges pour la croissance.

Nous avons besoin de la croissance et nous pensons que les économies d'énergies peuvent nous permettre d'avoir accès à ces marges nouvelles de croissance.

Cette maîtrise de la consommation énergétique doit venir de plusieurs sources distinctes. Certaines économies peuvent être réalisées grâce aux progrès technologiques et notamment grâce aux technologies de l'information. Mais, ne nous voilons pas la face, la principale source d'économie, c'est d'abord le changement de nos comportements et de nos modes de vie, qui doivent être guidés par l'esprit de l'environnement que mon gouvernement veut promouvoir.

Cet esprit doit être insufflé partout, y compris chez ceux qui mesurent la performance des pays. Et la performance des pays ne doit pas utiliser comme seul critère le PIB. Nous ne pouvons pas

fonder notre développement sur l'épuisement de notre capital fixe que sont les ressources naturelles. Il faut prendre en compte, dans le calcul de la richesse nationale, ce facteur essentiel, le capital environnemental, et ainsi déterminer de nouveaux indicateurs qui nous permettront de guider cette nouvelle action. Créer « 50 » de richesse nationale, c'est, je crois, naturellement très important, mais si c'est pour détruire « 100 » de capital environnemental, ce n'est ni efficace ni acceptable. Il ne nous est pas permis de léguer une situation dégradée à nos enfants et à nos petits-enfants. Plus encore que dans d'autres domaines, nous devons en être publiquement comptables pour en être davantage responsables. L'évaluation nous permettra de favoriser la prise de conscience et l'engagement de responsabilité.(...)

Le protocole de Kyoto, dont le champ géographique et les objectifs restent limités, est une première étape nécessaire à notre action. Il est le résultat de longues et très longues négociations qui associent des mesures volontaristes, des dispositifs de marché mais aussi des incitations aux transferts de technologies pour atteindre les objectifs de réduction des émissions. Il est aujourd'hui, et malgré ses imperfections, le meilleur outil de lutte contre l'effet de serre. Il nous conduit déjà à améliorer nos performances sur le plan de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre, sur la base de technologies existantes. Ce que nous pouvons gagner aujourd'hui, c'est autant d'économies sur l'investissement et l'acquisition de nouvelles technologies pour demain.

Si les progrès technologiques sont importants, il me semble fondamental, d'un point de vue économique mais aussi social, environnemental et même éthique, de faire progresser nos organisations, nos logistiques, nos bâtiments, nos produits et procédés, afin que dans les domaines que nous connaissons déjà, plutôt que de nous en remettre uniquement à la

croissance dans les nouvelles technologies, nous soyons capables de mener de véritables progrès pour maîtriser les émissions.

Notre objectif final est simple mais il est aussi ambitieux : le changement climatique, avec ses conséquences désastreuses, ne doit pas devenir un obstacle au développement humain et la mobilisation doit commencer chez nous, ici en France.

Comment agir ? Certains pensent que des mesures fiscales sont nécessaires, d'autres veulent plus d'information, de sensibilisation des acteurs, d'autres encore sont favorables à un système contraignant et réglementaire. Pour moi et pour les ministres ici présents, il nous faut engager une approche pragmatique et déterminée combinant ces différents outils, pour faire en sorte que ces outils puissent nous permettre d'obtenir, par une bonne combinaison des effets de chacun d'entre eux, un résultat suffisant qui nous permettra de stopper cette croissance des émissions. C'est cela notre conception du développement durable. (...)

La France a pour ambition d'être un pays leader mondial dans l'année 2010, pour tout ce qui est le transport propre, que ce soient les transports en commun ou le transport individuel, et d'être capable de donner aux citoyens de notre pays, ici en France, mais aussi en Europe, les véhicules capables d'exprimer la liberté du déplacement mais aussi capables de protéger l'avenir de la planète. Nous pourrons, avec les moyens de la recherche, avec les moyens de nos industries, faire en sorte que le développement des différentes formes de véhicule propre - je pense au véhicule hybride, je pense à toutes formes d'intervention, dans le transport collectif comme dans le transport individuel - nous permette de conjuguer l'impératif de recherche avec l'impératif industriel, le tout coordonné dans une ambition environnementale.

C'est cet objectif du transport propre pour l'année 2010 qui nous placera vraiment au centre

d'une mobilisation qui rassemblera toutes les forces économiques, environnementales et de recherche de notre pays, pour faire en sorte que la politique de transport puisse être à la hauteur de nos ambitions. Nous ne pourrons pas prétendre maîtriser les émissions de gaz à effet de serre si nous ne sommes pas capables de maîtriser les émissions liées aux transports. C'est la priorité des priorités. Cela n'exclut pas les énergies renouvelables, cela n'exclut pas l'ensemble de la maîtrise de la consommation d'énergie, mais cela fixe un cap, qui est un cap national, qui peut être partagé par tous, de l'industriel au citoyen, dans une perspective de développement. Ceux qui cherchent à opposer adaptation et prévention font fausse route. Comme dans d'autres domaines, il nous faut combiner une approche curative et une approche préventive.

La connaissance scientifique doit nous permettre de mieux adapter la nécessité de la globalité des réponses à l'immensité de l'enjeu. (...) Les scientifiques et les politiques sont complémentaires. Le rôle du scientifique est d'éclairer les choix des politiques. Il doit poser le problème, tracer des solutions. Il doit faire reculer les frontières du possible et alerter pour que l'irréversible ne soit jamais atteint.

Pour la préparation de son quatrième rapport d'évaluation, dont vous allez débattre dans les jours à venir, dans cette conférence, le Giec aura besoin de toutes les ressources de la communauté scientifique internationale. La France va contribuer activement à cette tâche. Nous allons accroître la participation des scientifiques de notre pays à ce processus d'expertise internationale. Nous mobiliserons davantage de moyens pour vous donner cette capacité d'expertise internationale. Nous allons aussi favoriser la participation des scientifiques des pays en développement, qui sont les plus vulnérables aux conséquences néfastes du changement climatique.

La France souhaiterait que les travaux s'articulent autour de trois grands axes :

✓ une meilleure connaissance de la régionalisation des impacts d'abord. Comment le changement climatique va-t-il se traduire dans chaque région ? Quelles sont les menaces concrètes qui pèsent sur les petites îles ? Sur l'Europe ? Cette expertise est nécessaire pour anticiper mais aussi limiter les dommages ;

✓ ensuite, nous voulons une meilleure connaissance et compréhension de l'objectif ultime, ce que la Convention de Rio a exprimé sur le « niveau de concentration de gaz à effet de serre dangereux ». On pourra y arriver en s'appuyant en partie sur le premier axe et cela nous permettra de calibrer nos efforts dès le début de ce siècle ;

✓ enfin, nous devons mieux prendre en compte l'état climatique et environnemental de notre planète dans les outils de pilotage économique et de gouvernance mondiale.

Ce dernier axe dépasse largement le cadre de vos travaux, mais il doit en découler et, à l'instar de la contribution que vous apportez à une prise de conscience consensuelle du changement climatique, je souhaite que de prochains groupes de scientifiques nous apportent rapidement, à nous politiques, et à nous tous citoyens du monde, des instruments de pilotage pour gagner ce défi climatique.(...)

Nous voyons bien que notre planète va faire face à de multiples dangers. La seule façon de nous comporter en hommes dignes du principe d'humanité, c'est de doter notre monde, de doter la planète des instruments internationaux de gouvernance, des lieux de droit, des lieux de dialogue et de concertation où nous pourrons construire l'avenir, tous ensemble. C'est une responsabilité qui est plus grande que nous. Elle s'adresse aux générations à venir. Elle a besoin de toute notre mobilisation. La planète mérite cette organisation d'une gouvernance mondiale qui pourra assurer la paix, les échanges mais aussi la protection de l'environnement.

